Chers pinois, chères pinoises,

Nous venons d'être destinataires des conclusions de la commission d'enquête concernant la **poursuite d'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Dangereux par Suez.**

La commission d'enquête rapporte notamment :

Que le maître d'ouvrage « SUEZ » tend, de son côté, à **minimiser l'impact environnemental de l'opération**, en relativisant les flux de poids lourds associés par rapport au trafic global observé sur la RD84.

La commission estime qu'il serait souhaitable que le maître d'ouvrage accompagne sa réponse d'un effort plus affirmé en matière de réduction des impacts plutôt que de se contenter d'en souligner le caractère prétendument négligeable. Une telle démarche contribuerait à renforcer la crédibilité du projet et son acceptabilité locale.

Quelle que soit la solution envisagée en termes de remblais, elle **requiert un accord avec Placoplatre pour déverser les déblais dans ses carrières.** Qu'en est-il sur ce sujet ?

Que le scénario d'évacuation d'un Mm3 la première année, par des périodes de trafic de 4h à 22h à raison de pics de 500 poids-lourds par jour est apparu **inconcevable pour le public qui y voyait une source de nuisances justifiant sur ce point l'opposition au projet.**

En effet, dans sa réponse à une recommandation de la MRAe, le maître d'ouvrage relativise l'impact de ce trafic au motif que « les émissions supplémentaires engendrées ponctuellement par le chantier sur la RD84 restent peu significatives par rapport aux émissions produites actuellement sur les axes routiers du secteur », argument que la commission estime très contestable au regard des chiffres au niveau des voies secondaires. La réponse se termine par une ouverture sur la recherche de pistes d'amélioration.

La réponse du maître d'ouvrage rend les options présentées dans le dossier caduques. La commission retient dans la note d'optimisation et de réduction de l'impact trafic les points suivants :

- la réduction à 2,8 Mm3 à évacuer à l'extérieur au lieu de 3,2 Mm3 sur la totalité des phases ;
- la capacité de stocker provisoirement 700 000 m3 excavés avant l'évacuation des déblais permettant un lissage sur 15 ans au lieu de 8 ans ;
- 3 nouveaux scénarios à l'étude comprenant une évacuation sur 14 ans par le domaine public limitant à 65 PL/Jour au plus fort la première année et 2 scénarios conjuguant la sortie par le domaine public avec un convoyeur au-dessus de l'A104 ou par une route interne vers la carrière souterraine de Bernouille jusqu'en 2031.

La commission considère que ces nouveaux scénarios constituent une réelle avancée dans la baisse du trafic. Mais elle constate que le phasage de la DDAE rappelé dans le tableau n'est pas en cohérence avec l'optimisation des besoins d'évacuation des déchets.

Elle rappelle également que la validation du trafic sur le réseau secondaire relève de la compétence du Département.

Enfin la commission constate qu'en dépit d'une promesse synallagmatique de vente par Placoplatre à Suez Minerals du terrain du projet qui date du mois de novembre 2023, les accords avec Placoplatre, également propriétaire des sites de réception, n'aient pas encore abouti à ce jour.

La commission complète que le maître d'ouvrage minimise l'impact des poids-lourds liés au chantier en comparaison avec les grands axes routiers, N3 et A104, **sans évoquer les effets cumulatifs de projets identifiés uniquement de 2019/2022.**

Projet d'aménagement Castermant à Chelles à 5 kms / Projet d'exploitation d'une carrière à ciel ouvert et d'installations de traitement sur Vaujours, Coubron (93) et Courtry (77) à 120 m à l'Ouest du site actuel / Projet « l'Ecrin » à Villevaudé (77) à 3,8 km au Sud-Est du site projeté / Projet de centrale photovoltaïque situé à Courtry et à Villeparisis dans l'emprise du site actuel...

Que dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale, le déboisement d'au moins 14 ha fut un sujet d'incompréhension. Le décalage est grand entre l'appréciation par le public de la qualité d'un milieu devenu naturel même issu de plantations et les critères retenus du niveau des enjeux.

Comment expliquer qu'une carrière réaménagée avec la plantation de centaines d'arbres ayant au minimum 20 ans ne soit pas considérée comme ayant un intérêt écologique. Même si les enjeux floristiques sont qualifiés de faibles c'est un écosystème en devenir qui a besoin de temps pour atteindre une certaine maturité qui aurait mérité une meilleure prise en compte.

Les mesures compensatoires et de réduction portent principalement sur les espèces ayant fait l'objet d'une demande de dérogation espèces protégées. Le maître d'ouvrage estime que les mesures proposées sont suffisantes.

Le MO considère comme négligeable un boisement de 14 ha car issu d'un site anthropisé mais depuis renaturé et considère suffisantes les mesures de réduction portant sur la période du déboisement en dehors de la période de nidification. **Pour le public ces mesures sont notoirement insuffisantes.**

Il avait été envisagé que l'ancienne carrière de Placoplatre devienne un espace ouvert au public. Or aucun accord écrit entre la Région et la société Placoplatre n'a vu le jour. La population locale a le sentiment d'avoir été trompée.

La commission n'exclut pas que pendant les travaux, il pourrait s'avérer une **baisse de l'attractivité des communes.**

Que la hauteur des remblais de 17m supplémentaire, elle est réglementairement limitée par la servitude aéronautique de dégagement.

Que concernant la mise en compatibilité du PLU, la commune de Le Pin a été sollicitée par la DDT de la préfecture de Seine et Marne sans obtenir d'indications. Aussi, la DDT propose des **restrictions d'usage de cette nouvelle zone essentiellement en limitant la hauteur des constructions à 6 m et la superficie des constructions à 15% de la surface.**

L'enquête publique a suscité une forte mobilisation

2 pétitions des associations locales opposées au projet soit **plus de 11 000 signatures,**

une forte majorité d'avis défavorables recueillis sur les registres d'enquête, les avis favorables émanant principalement des bénéficiaires socioéconomiques du projet,

les avis défavorables des conseils de 14 collectivités concernées, les communes de Le Pin, Courtry, Villevaudé, Brou-sur-Chantereine, Chelles, Claye-Souilly, Livry-Gargan, Mitry-Mory, Tremblay-en-France, Vaujours et Villepinte), les Intercommunalités Plaine et Mont de France et Communauté d'Agglomération de Paris Vallée de la Marne et Département de Seine et Marne, 2 avis réservés à très réservés des communes de Villeparisis et Coubron, contre 3 avis favorables de la commune de Montfermeil, de la Communauté d'Agglomération de Roissy Pays de France et de la Métropole du Grand Paris.

>> **En conclusion**, la commission d'enquête émet à l'unanimité, des avis favorables à :

1/ **l'autorisation environnementale** préalable à la **poursuite d'exploitation de l'installation de stockage de déchets dangereux de Villeparisis et Courtry et d'extension de cette installation sur le territoire de la commune de Le Pin ;**

Avec toutefois 2 réserves qui si elles n'étaient pas levées par le pétitionnaire rendrait l'avis défavorable :

Réserve 1 : Réaliser un plan de phasage adapté aux nouvelles conditions d'excavation et d'évacuation des terres

Réserve 2 : Etablir un plan de circulation des poids-lourds tout particulièrement pour la circulation sur les voies du domaine public

7 recommandations :

Recommandation 1 : Que les pièces d'un dossier, destiné à être présenté aussi à un public non initié, soient clairement titrées

Recommandation 2 : Qu'un géotechnicien supervise en permanence les phases de terrassement, notamment lors de la sélection sur critère visuel des argiles candidates, marnes vertes et bleues

Recommandation 3 : Que le pétitionnaire favorise les carrières limitrophes comme exutoires des terres évacuées

Recommandation 4 : Que s'agissant de l'émergence du bruit, plusieurs contrôles aient lieu la première année de travaux au niveau des premières zones habitées et la nécessité d'envisager des solutions de protection le cas échéant

Recommandation 5 : Qu'une vigilance accrue soit effectuée sur l'émission des poussières et qu'une communication auprès de la population des mesures prises soit faite

Recommandation 6 : Que le nombre de camions entrant dans l'ISDD soit limité à 80 PL/jour au-delà de 2029 pour maintenir un trafic total de 100 PL/jour

Recommandation 7 : Que des mesures soient proposées en concertation avec les communes impactées pour compenser les incidences du déboisement de 14 ha.

En outre, constatant le fort ressenti négatif des habitants sur le projet et leurs inquiétudes sur les effets cumulatifs des nuisances, la commission a deux recommandations fortes :

1. Que le pétitionnaire, déjà habitué à communiquer sur son activité, **organise une réunion publique pour informer le public de l'évolution du dossier sur les modifications, certaines mineures, d'autres plus importantes et déterminantes sur la faisabilité du projet**

2. Qu'un **groupe de travail se constitue**, pouvant réunir, sous l'égide d'un représentant de l'État, l'ensemble des acteurs locaux, élus, industriels, associations... afin d'envisager l'articulation des projets industriels et le devenir du secteur face à l'accumulation des nuisances

2/ **l'institution de servitudes d'utilité publique** sur le territoire des communes de Le Pin, Villeparisis et Courtry ;

La commission précise que les propriétaires des 671 parcelles concernées dont 444 à Le Pin peuvent demander une indemnisation sur la base d'un préjudice réel. **Sont-ils informés ?**

3/ la mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune de Le Pin, en vue de l'extension de cette installation dans les secteurs couverts par le périmètre PIG n°2024-01/DCSE/BPE/PIG du 25 avril 2024 et recommande que la DDT sollicite de nouveau la commune de Le Pin pour ajuster les dispositions à adopter dans le règlement du document d'urbanisme.

Nous notons et déplorons

Que la forte mobilisation n'a pas porté ses fruits.

Que les conclusions ne mentionnent pas le **rassemblement ayant eu lieu devant la mairie de Le Pin le 15 mars dernier et mobilisant associations, élus locaux, habitants du territoire et médias.**

Que **la liste des collectivités favorables est erronée**, ainsi en page 8 des conclusions la Communauté d'Agglomération de Paris Vallée de la Marne est notée comme favorable alors que la délibération en pièce jointe indique un **avis défavorable**.

Que **l'avis favorable de la commune de Montfermeil** a été communiqué **par mail** et non délibéré en conseil municipal. **Quelle est sa légitimité ?**

Que l'avis de la Métropole du Grand Paris n'est motivé par aucune pièce jointe.

Que la hauteur des remblais de 17m supplémentaires est limitée par la servitude aéronautique de dégagement. **Et fort heureusement, sinon de quelle hauteur auraient-ils été ?**

Que la commune de Le Pin a été sollicitée par la DDT de la préfecture de Seine et Marne sans obtenir d'indications pour alimenter le règlement de la zone Ne. Aussi la DDT propose des restrictions d'usage de cette nouvelle zone, essentiellement en limitant la hauteur des constructions à 6 mètres et la superficie des constructions à 15 % de la surface. **La municipalité refuse ces restrictions d'usage puisqu'elle s'oppose tout simplement au projet et à la modification du PLU et à fortiori à toute installation ou construction !**

Nous invitons chacun à prendre connaissance des conclusions de l'enquête publique [dans le document suivant](#) et pouvoir se faire son propre avis...